

Le FMI, bouc émissaire nécessaire!

De plus en plus souvent on entend de la bouche des hommes politiques mauritaniens des propos violents contre le FMI. Ils lui reprochent tantôt d'avoir été mauvais conseiller durant les années 80 et 90, et d'avoir ainsi causé les déboires du pays, tantôt de ne pas avoir vu arriver la débâcle économique et financière, ou bien encore d'être incapable de ramener le pays sur la voie de la solvabilité et d'une croissance rapide. Trop souvent, ces propos déforment la réalité et présentent une perspective simpliste des causes des crises traversées par notre pays.

Il faut voir dans la crise que traverse la Mauritanie un enchevêtrement complexe de problèmes nationaux et systémiques à l'œuvre depuis le milieu des années 80, voire avant. Citons notamment, au risque de simplifier à l'extrême, les discordances entre le régime de change et la politique économique du pays, et ce que certains (y compris le FMI) considèrent aujourd'hui comme une libéralisation prématurée de l'économie.

Les crises ont résulté de la faiblesse de notre système financier, qui devenait trop vulnérable aux risques de change. Mais aussi par l'accumulation d'une demande excédentaire, de la montée en flèche des prix sous l'effet de la forte expansion du crédit, d'importations pléthoriques et des investissements souvent imprudents. Toutefois la crise s'explique essentiellement par les déficiences de la gouvernance des entreprises, des banques et du secteur public, ainsi que par un manque général de transparence. Ne sachant pas sur quoi repose la réussite économique de la Mauritanie, nos dirigeants ont tous été grisés par l'argent facile qui leur tombe du ciel. Ils n'étaient pas enclins à penser la Mauritanie de demain, ni à tirer les enseignements de l'expérience d'autres pays, ni à écouter les mises en garde du fonds ou d'autres instances contre les risques de corruption, de mauvais gouvernement et de trafics des

chiffres de l'économie.

Le FMI est-il coupable dans la mesure où ses appréciations et conseils n'ont pas été nécessairement corrects? Est-il coupable d'avoir cru les pseudo économistes aptes à plier la Mauritanie aux exigences d'un régime de change fixe? Le FMI est-il coupable d'avoir pensé que Ould Taya était conscient de la nécessité de renforcer le système bancaire, ou de prendre toute la mesure des créances qui plombaient notre économie, et qui expliquent en partie la crise aujourd'hui? Les conseils du FMI sont-ils la cause principale des crises?

Répondre oui serait tout à fait ridicule. Le FMI n'est en rien responsable, les recettes qu'il prescrit ne sont efficaces que si les Mauritaniens sont décidés à remédier aux faiblesses de leur politique économique et de leurs institutions. A titre d'exemple, les soutiens financiers reçus par la Mauritanie n'ont jamais servi à reconstituer ne serait-ce qu'en partie les réserves de change.

Rappelons tout de même que les méthodes de résolution des crises préconisées par le FMI ont permis dans de nombreux cas d'opérer un redressement spectaculaire. Après une passe certes difficile, de nombreux pays réussissent à rétablir une confiance dans le cadre des programmes appuyés par le FMI. Dans le cas de la Mauritanie, aucun progrès n'a pu être enregistré du fait des incertitudes liées à la situation politique, à la capacité ou à la volonté des décideurs de s'attaquer aux causes fondamentales des problèmes et d'engager des réformes depuis longtemps nécessaires. En Mauritanie, tous ces facteurs ont contribué à l'enlisement. A ce stade que peut-on faire? Quels enseignements peut-on tirer de cette expérience? Nous n'avons guère besoin de consacrer beaucoup d'énergie à comprendre ce qui n'a pas fonctionné. Nous pouvons d'emblée affirmer que rien ne va. Notre diagnostic économique et politique doit

être réaliste. Nous avons péché par excès d'opportunisme, nous avons défendu les chiffres fallacieux fournis par l'administration, nous avons considéré à tort que nos dirigeants s'aviseraient en mettant de l'ordre dans nos affaires. Nous avons cru que le FMI mettrait en garde nos autorités contre les conséquences de la corruption, des prébendes et des détournements de deniers publics. Le FMI a failli, il aurait pu atténuer la catastrophe! Il a péché car ses économistes savaient que le régime de change préconisé était intenable et que, apparemment, les Mauritaniens ne pourraient pas infléchir leur politique et leurs pratiques.

Aujourd'hui, l'économie mauritanienne a toutes les chances de se redresser, elle connaîtra des taux de croissance importants avec l'exploitation du pétrole et le FMI devra rester présent à ses côtés pour l'aider à sortir définitivement de l'impasse.

Les autorités d'après transition devront s'entendre avec le Fonds sur un cadre de politique économique et de réformes visant à renforcer les institutions et à corriger les faiblesses et les contraintes à l'origine des crises.

Le programme économique de la Mauritanie future devra comporter trois composantes fondamentales:

1- Un dispositif budgétaire pour atteindre les objectifs de croissance, d'emploi et d'équité sociale, mais qui contribue à normaliser les relations avec tous les créanciers et à assurer la viabilité de la dette.

- Une stratégie destinée à asseoir la solidité du système bancaire et à faciliter l'expansion du crédit indispensable au financement de l'activité.

- Des réformes institutionnelles visant à trouver une solution aux problèmes des entreprises publiques, et à améliorer de manière décisive le climat des investissements.

HASSENA OULD ELY
PROFESSEUR D'ECONOMIE